



COMMUNE DE VIAS
6 PLACE DES ARENES
34450 VIAS

Délégation du service public de la fourrière automobile

DSP N° 2021 - 003

CAHIER DES CHARGES

CAHIER DES CHARGES

La présente délégation a pour objet l'exploitation sur le territoire de la commune de VIAS (34), d'une fourrière sur un terrain privé destinée à l'enlèvement, la garde et la restitution en l'état des véhicules de tous tonnages, en infraction avec le Code de la route et tous arrêtés de Police en matière de circulation ou de stationnement, dès lors que lesdits véhicules compromettent la sécurité des autres usagers, la conservation des voies et de leurs dépendances, leur utilisation normale et ce, en application des articles L.325-1 à L325-12 et R.325-1 et suivants du Code de la route.

L'enlèvement des épaves automobiles, sera également effectué par le délégataire sur réquisition des services de Police Municipale ou des forces de sécurité de l'État désignées sous le vocable " Gendarmerie Nationale ".

Tout déplacement ou enlèvement de véhicule ne pourra être effectué que sur réquisition des services de Police Municipale.

Agrément préalable

Le gardien de la fourrière et ses installations devront impérativement être agréés par le Préfet du Département. Nul ne peut être agréé s'il exerce également un acte de destruction ou de retraitement de véhicules usagés (art. R.325.24 du Code de la route).

Installations

Les installations doivent être clôturées en permanence et gardées par un système électronique (alarme) en l'absence de tout gardien. La responsabilité du Délégataire sera pleinement engagée en cas de vols ou de dégradations.

Attributions du concessionnaire délégataire

Sur réquisition de la Police Municipale :

- Enlèvement ou déplacement de véhicules en infractions, au plus tard dans la ½ heure suivant l'appel 24h / 24h, jours fériés compris,
- Enlèvement de véhicules à l'état d'épave,
- Garde des véhicules,
- Expertise des véhicules suivant l'article R.325.30 du Code de la route,
- Tenue d'un tableau de bord des activités de la fourrière (cf pièce annexe)
- Perception au titre de rémunération du délégataire des frais de garde, d'enlèvement, d'expertise,
- Restitution des véhicules aux propriétaires ou aux conducteurs, sur production d'autorisations réglementaires.
- Déplacement de véhicules dans le cadre de nécessité absolue et d'urgence.

Fonctionnement

Le lieu de garage des véhicules sera ouvert :

Pour les enlèvements :

* 24h / 24 h y compris les week-ends et jours fériés.

Pour les restitutions :

* tous les jours, week-end compris à l'exception des jours fériés

- de 8h00 à 20h00 hors saison
- de 8h00 à 22h00 en saison (du 1^{er} juin au 31 août)

Sauf en cas d'impérieuse nécessité, sur directive du Service de la Police Municipale.

Défaillance des propriétaires

Lorsque le propriétaire du véhicule est introuvable, insolvable ou inconnu, l'autorité délégante versera uniquement une somme forfaitaire proposée par le délégataire dans son offre.

Dans ce cas les sommes dues en exécution de la présente délégation seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement, accompagnée de toutes les pièces justificatives afférentes à la mise en fourrière.

Retards

En cas de retard de plus de 15 minutes, l'autorité délégante est habilitée à requérir toute autre entreprise aux fins de procéder à l'enlèvement du véhicule aux frais du délégataire.

Information de la Ville de Vias

Pour permettre la vérification et le contrôle du fonctionnement des conditions financières et techniques de la gestion, le délégataire fournit à la Commune de Vias, après la fin de chaque exercice, un rapport de délégataire comprenant un compte rendu technique et un compte rendu financier, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Il est convenu que le dernier jour d'exercice est fixé au 31 décembre.

La ville de Vias aura également la possibilité de procéder à des contrôles directs, techniques et financiers, par des agents dûment mandatés par ses soins, sur l'ensemble des aspects concernant la gestion du service.

Résiliation

La ville de VIAS peut prononcer la résiliation sans indemnité de la convention aux torts du concessionnaire dans les cas suivants :

- Si le délégataire interrompt ses activités pour une durée de 48 heures consécutives, ou en cas de liquidation de biens, de règlement judiciaire, de faillite.
- Si le délégataire néglige notablement l'exécution des opérations d'enlèvement des véhicules ou si cet enlèvement venait à donner lieu de la part des propriétaires à des réclamations répétées et reconnues fondées.
- Si le délégataire ne remplit pas ses obligations de souscription d'une police d'assurance telle que décrite dans l'annexe au cahier des charges.
- Pour tout manquement aux obligations nées de la convention de délégation de service public et notamment en cas de perte de l'agrément mentionné au présent cahier des charges.

Responsabilité

Toute contestation pouvant s'élever entre la ville de VIAS et le délégataire à l'occasion du présent cahier des charges est soumise à la juridiction du Tribunal Administratif de Montpellier après tentative de conciliation devant M. le Préfet de l'Hérault.

Assurances :

Préalablement à la signature du contrat de délégation, le Délégataire doit communiquer à la Ville de Vias toutes les polices d'assurances.

Par la suite, toutes les polices d'assurance doivent être communiquées à la Ville de Vias sur un rythme annuel.

La ville de Vias pourra en outre, à toute époque, exiger du Délégataire la justification du paiement régulier des primes d'assurance.

Toutefois, cette communication n'engagera en rien la responsabilité de la Ville de Vias, pour le cas où, à l'occasion du sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avèreraient insuffisants.

Litiges et Recours de Tiers

Le Délégataire fera son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son exploitation.

Il sera seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit.

La responsabilité de la ville de Vias ne pourra être recherchée à l'occasion d'un litige provenant de la gestion du Délégataire.